

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DE PLAN D'ORGON

SEANCE DU 26 MARS 2013

Nombre de Conseillers :

En exercice :	19
Présents :	15
Représentés	03
Votants :	18

PRESENTS : Mesdames et Messieurs LEPIAN Jean-Louis, VALLET Jocelyne, CHAUVET Jean-Luc, DAVID Magali, PAULEAU Serge, MOULIN René, BELLIDO Marie-Jeanne, GUICHARD Jérôme, INNOCENTI Dominique, MARINARI Michel, PEIRONE Laurent, RICHARD Christian, RIEUX-ARNAUD Marc, TARDIEU Marc, VOULAND Bruno.

ABSENT(S) OU EXCUSE(S) : Monsieur BOUNOIR Vincent.

POUVOIRS : Monsieur CHATILLON Jean-Luc a donné pouvoir à Monsieur Jean-Luc CHAUVET. Madame RAGOT Valérie a donné pouvoir à Monsieur Serge PAULEAU. Madame TURLUR-MESTRE Magali a donné pouvoir à Madame DAVID Magali.

Après avoir procédé à l'appel et vérifié que le quorum était atteint, Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire, ouvre la séance à 18h30.

Le procès verbal de la séance du 22 janvier 2013 est approuvé à l'unanimité par les présents et représentés.

Monsieur RIEUX-ARNAUD Marc est désigné comme secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

Approbation du compte rendu de la séance du 22 janvier 2013.

FINANCES

- Approbation du compte administratif 2012
- Approbation du compte de gestion 2012
- Affectation du résultat du budget principal
- Fixation des taux de fiscalité directe locale
- Budget primitif - Exercice 2013
- Attribution de subventions aux associations
- Attribution d'une subvention à l'association des chasseurs réunis de Plan d'Orgon
- Attribution d'une subvention à l'association des donneurs de sang
- Attribution d'une subvention à l'association du Sou des écoles laïques
- Attribution d'une subvention au CCAS
- Attribution d'une subvention au comité des fêtes
- Attribution d'une subvention à la crèche Li Parpaïou
- Attribution d'une subvention d'investissement à l'ASP des arrosants
- Attribution d'une subvention d'investissement au Sou des écoles laïques
- Demande de la dotation générale de décentralisation pour les documents d'urbanisme
- Demande de subvention au Conseil Régional PACA
- Demande de subventions au Conseil Général des Bouches-du-Rhône :

- Modification du contrat départemental de développement et d'aménagement
- Réfection des terrains de tennis
- Travaux d'aménagement du chemin Mitte
- Travaux de réfection de voirie
- Travaux sur la montée du stade – tranche 1
- Réalisation d'un parking pour le personnel municipal
- Financement d'une classe verte
- Fixation des frais de scolarité d'enfants extérieurs à la Commune

INTERCOMMUNALITE

- Désignation des représentants au sein des commissions de la CARAD

JEUNESSE

- Réforme des rythmes scolaires

RESSOURCES HUMAINES

- Montants de référence de l'IEMP
- Remboursement des cotisations IRCANTEC

SERVICES TECHNIQUES

- Montant de la redevance d'occupation du domaine public due par les opérateurs de communications électroniques

URBANISME

- Permis modificatif de l'extension de l'école maternelle

ETAT CIVIL

- Tirage au sort des jurés d'assises

1. Approbation du compte administratif 2012 – Rapporteur – Madame VALLET Jocelyne, Première adjointe au maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21 relatifs à la désignation d'un président autre que Monsieur le Maire pour présider au vote du compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes des délibérations,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-31 relatif à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,

Vu le budget primitif adopté par délibération 16/2012 en date du 27 mars 2012,

Vu les décisions modificatives 1 et 2 approuvées par le conseil municipal du 19 juin 2012,

Vu les décisions modificatives 3 et 4 approuvées par le conseil municipal du 25 septembre 2012,

Vu le compte de gestion de l'exercice 2012 dressé par le comptable,

Vu le compte administratif 2012 joint,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

1. Donner acte de la présentation faite du compte administratif.
2. Constaté les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives aux reports antérieurs de l'exercice N-1, fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaires des différents comptes et la sincérité des restes à réaliser.
3. Voter et arrêter les résultats définitifs tels que présentés dans le compte administratif.

Adopté à l'unanimité. (Monsieur le Maire ne participe pas au vote)

2. Approbation du compte de gestion 2012 – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il est proposé d'examiner et d'approuver le compte de gestion 2012 dressé par le receveur municipal, concernant le budget principal 2012,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

APRES s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux récapitulatifs des titres de recettes, les bordereaux de mandatement, le compte de gestion dressé par le receveur municipal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que de l'état de l'actif, de l'état du passif, de l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif du Budget Principal de l'exercice 2012,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2012, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites,

Considérant que le receveur des finances a fait toute diligence pour assurer la rentrée des produits aux échéances et qu'il a veillé à ce que toutes les dépenses soient appuyées des pièces justificatives et valablement acquittées par les créanciers, qu'en résumé, il a apporté un concours constant et efficace à la gestion de la commune,

DELIBERE SUR L'EXECUTION DU BUDGET PRINCIPAL

- 1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2012, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- 2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2012 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- 3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

DECLARE

Que le compte de gestion dressé, pour le budget principal de la commune pour l'exercice 2012 par le Receveur Municipal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

AUTORISE

Monsieur Le Maire à signer le compte de gestion.

Adopté à l'unanimité.

3. Affectation du résultat du budget principal – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant les règles de priorités d'affectation de la réglementation,

Considérant que conformément à l'avis de Monsieur le receveur des finances, il est proposé d'affecter au budget primitif 2013, le résultat de l'exercice 2012, d'un montant de 1 800 518,47 €. Ces sommes sont capitalisées au passif du bilan en réserves définitives.

Considérant qu'il est proposé de reprendre le résultat de clôture de la section d'investissement, d'un montant de 1 554 753,24 €, au compte R001.

APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :

1. Affecter le résultat de l'exercice 2012 au budget primitif 2013, tel que présenté ci-dessous :

- 950 000 € au 1068
- 850 518,47 €, le solde du résultat 2012 en « report à nouveau », compte R002

2. Reprendre le résultat de clôture de la section d'investissement de 1 554 753,24 € au R001.

Adopté à l'unanimité.

4. Fixation des taux de fiscalité directe locale – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Impôts

Vu l'équilibre du budget général 2013,

Considérant l'état 1259 de 2013, relatif à l'évolution des bases de fiscalité locale.

Considérant qu'en 2013, les bases de la taxe d'habitation, de la taxe sur le foncier bâti, de la taxe sur le foncier non bâti sont les suivantes :

TH : 4 207 000 €
FB : 4 321 000 €
FNB : 210 400 €

APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :

1. Adopter les taux de fiscalité ménage, pour le produit fiscal de 1 020 432 €, comme suit :

- Taxe d'habitation : 10,20 %
- Taxe sur le foncier bâti : 12 %
- Taxe sur le foncier non bâti : 34,60 %

2. Autoriser Monsieur le Maire à signer l'état 1259 pour 2013.

Adopté à l'unanimité.

5. Budget primitif – exercice 2013 – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2311-1 et suivants et l'article L.2312-3,

Considérant que le budget, qui incorpore le résultat de l'exercice 2012, se présente ainsi, par chapitres :

En section de fonctionnement : 5 484 432,47 €

Dépenses		Recettes	
011 – Charges à caractère général	1 302 049	002 – Excédent antérieur reporté	850 518,47
012 – Charges de personnel	1 701 019	70 – Produits des services	142 250
65 – Autres charges gestion courante	622 500	73 – Impôts et taxes	3 500 768
66 – Charges financières	19 099,53	74 – Dotations et participations	739 430
67 – Charges exceptionnelles	1 000	75 – Autres produits de gestion	15 000
022- Dépenses imprévues	578 110	-	
023 – Virement à la section d'invest.	1 000 000	013 – Atténuation de charges	70 416
042 – Dotation aux amortissements	260 654,94	76 – Produits financiers	150
-		77 – Produits exceptionnels	165 900

En section d'investissement : 8 375 916,67 €

Dépenses		Recettes	
16 – Remboursement d'emprunts	42 266,30	10 – Dotations, fonds divers	509 502,22
		1068 –	950 000
20 – Immobilisations incorporelles	42 078,15	13 – Subventions d'investissement	3 950 459
204 – Subv.d'équip.versées	150 000	024 – Produits de cessions	0
21 – Immobilisations corporelles	839 116,47	021 – Virement de la section de fonctionnement	1 000 000
23 – Immobilisations en cours	7 293 505,14	20 – Immobilisations incorporelles	0
041 – Opérations patrimoniales	8 950,61	23 – Immobilisations en cours	141 596,66
020 – Dépenses imprévues	0	040 – Amortissement des immobilisations	260 654,94
		041 – Opérations patrimoniales	8 950,61
		001 – Excédent d'investissement reporté	1 554 753,24

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

1) D'adopter le budget primitif de l'exercice 2013, de la commune de Plan d'Orgon tel qu'il est présenté par chapitres et sections ci-dessus.

2) D'arrêter le budget 2013 à :

Section Fonctionnement : 5 484 432,47 €

Section Investissement : 8 375 916,67 €

Soit un total de : 13 860 349,14 €

Adopté à l'unanimité.

6. Attribution de subventions aux associations – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités,

Vu le budget primitif de l'exercice 2013,

Considérant les demandes de subvention présentées par diverses associations, au titre de l'exercice budgétaire 2013,

Considérant que les associations œuvrent en faveur de la population, contribuent au développement et à la promotion des activités sportives et culturelles et participent à l'animation du village,

Considérant l'intérêt communal de soutenir ces actions,

Considérant qu'au titre de l'exercice budgétaire 2013, la collectivité souhaite apporter son soutien aux actions décrites par les associations en leur accordant une subvention,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

1. Approuver, pour l'exercice budgétaire 2013, le versement d'une aide financière totale d'un montant de 62 520 € au profit des associations concernées, au titre de l'année 2013.

2. Autoriser, pour l'exercice budgétaire 2012, la répartition et le versement de la somme précitée de 62 520 €, entre les associations concernées, comme indiqué dans le tableau détaillé ci-dessous.

ASSOCIATIONS	RESPONSABLE	MONTANT ATTRIBUE
Amicale bénévole des feux de forêts	M. PRIN	300 €
Ass. Li Galejaire planen	M. VAGLIO M- MARTIN	2050 €
Ass. Française contre la myopathie	M. DE LUCA	350 €
Ass. La chrysalide		150 €
Ass. USP VETERANS vieux crampons	M. MARCO	1 500 €
Ass. USP VETERANS vieux crampons- subvention exceptionnelle	M. MARCO	300 €
Entraide solidarité	M. CHABAS	450 €
Ass. Club de l'amitié 3° âge	M. CHABAS	1 400 €
Coopérative scolaire école maternelle	Mme PROCUREUR	650 €
FNACA	M. CHEYRIAS	850 €
Ass. Karaté club	Mme STRAEBLER	1 500 €
Ass. Karaté club licences jeunes		280 €

Loisirs voyages	Mme RAMBAUD	550 €
Ligue contre le cancer	M. MERCIER	250 €
Plan d'Orgon Sport Moto	Mme PORTE	1 850 €
Prévention routière	M. GODOT	350 €
Ass. Rêve en scène	Mme ARNAUD	1100 €
Rugby olympique planais	M. DEBENNE	9 500 €
Rugby olympique planais licences jeunes		590 €
Union sportive planaise	M. BOUKROUTE	8 500 €
Union sportive planaise licences jeunes		550 €
Coopérative scolaire école primaire		750 €
Ass. Club taurin Lou Rami	M. ROCCIA	5 600 €
Expression du Sud	M. SOTTOCASA	900 €
Tennis club	M. GIUSTI	1 500 €
Tennis club licences jeunes		420 €
Ass. Intercommunale Lire et écrire	Mairie de Cabannes	500 €
Solidarité paysans Provence		250 €
T.M.S transports mobilité solidarité		1 140 €
Comité pilotage Hameau Lucien Martin	Mme ALLEGRE	6 000 €
Hand-ball club	M. BABEL	4 900 €
Hand-ball club licences jeunes		510 €
WA JU	Mme VILLEFRANCHE	600 €
WA JU licences jeunes		80 €
TAEKWONDO	M. DIAZ	1 000 €
TAEKWONDO licences jeunes		100 €
Ball-trap club du rocher d'Orgon	M.BELTRAMO	300 €
Countuni	M. GRAILLON	600 €
Collectif de Brussol section Plan d'Orgon	Mme SAPPEY MARINIER	650 €
On s'arrête pas	M. VERDEREAU	700 €
Organisation du marché de Noël – Comité des fêtes		3 000 €
TOTAL		62 520 €

La dépense de 62 520 € sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2013, chapitre 65, article 74.

Adopté à l'unanimité.

7. Attribution d'une subvention à l'association des chasseurs réunis de Plan d'Orgon – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités,

Vu le budget primitif de l'exercice 2013,

Considérant la demande formulée par l'association des chasseurs réunis de Plan d'Orgon,

Considérant l'intérêt public local que représente cette association,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- 1) Approuver, pour l'exercice budgétaire 2013, le versement d'une aide financière totale d'un montant de 2 000 €.

La dépense de 2 000 € sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2013, chapitre 65, article 74.

Approuvé à l'unanimité. Monsieur MARINARI Michel ne participe pas au vote.

8. Attribution d'une subvention à l'association des donneurs de sang – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités,

Vu le budget primitif de l'exercice 2013,

Considérant la demande formulée par l'association l'amicale des donneurs de sang,

Considérant l'intérêt public local que représente cette association,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- 1) Approuver, pour l'exercice budgétaire 2013, le versement d'une aide financière totale d'un montant de 2 000 €

La dépense de 2 000 € sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2013, chapitre 65, article 74.

Approuvé à l'unanimité. Monsieur RIEUX-ARNAUD Marc et Madame BELLIDO Marie-Jeanne ne participent pas au vote.

9. Attribution d'une subvention à l'association du Sou des Écoles Laïques – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités,

Vu le budget primitif de l'exercice 2013,

Considérant la demande formulée par l'association du Sou des Ecoles Laïques,

Considérant l'intérêt public local que représente cette association,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- 1) Approuver, pour l'exercice budgétaire 2013, le versement d'une aide financière totale d'un montant de 10 500 €.

La dépense de 10 500 € sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2013, chapitre 65, article 74.

Approuvé à l'unanimité. Monsieur CHATILLON Jean-Luc ne participe pas au vote.

10. Attribution d'une subvention au CCAS – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la commune souhaiterait développer l'action du CCAS,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- 1) Accorder une subvention au CCAS, pour l'année 2013, d'un montant de 50 000 €.

La dépense de 50 000 € sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2013, chapitre 65, article 74.

Approuvé à l'unanimité.

**11. Attribution d'une subvention au comité des fêtes et signature de la convention de partenariat –
Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001,

Vu le budget primitif 2013,

Considérant que pour répondre aux besoins de la population de la commune, la municipalité encourage le développement d'actions à caractère éducatif et culturel,

Considérant qu'elle soutient particulièrement l'activité exercée par l'association dénommée « Comité des Fêtes », qu'elle considère comme un acteur important dans la vie du village,

Considérant que pour soutenir l'activité ainsi développée à l'égard de la population, la Commune de Plan d'Orgon accorde un concours financier qui tient compte à la fois du rayonnement de l'activité et des autres modalités de financement obtenues,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE**

1. D'allouer une subvention de à l'association dénommée « Comité des Fêtes », d'un montant de 87 000 €. Cette subvention sera versée, comme suit :

- ✓ 50% après signature de la présente convention
- ✓ 50% au vu de la présentation du compte d'emploi de la subvention 2012, et dans ce cas avant mi-juin 2013

2. Autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative à l'autorisation d'un concours financier à l'association dénommée « Comité des fêtes » au titre de l'année 2013.

La dépense de 87 000 € sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2013, chapitre 65, article 74.

Approuvé à l'unanimité. Madame VALLET Jocelyne et Monsieur MARINARI Michel ne participent pas au vote.

**12. Attribution d'une subvention à la crèche Li Parpaïou et signature de la convention de partenariat –
Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001,

Vu le budget primitif 2013,

Considérant que pour répondre aux besoins de la population de la commune, la municipalité encourage le développement d'actions à caractère éducatif et culturel,

Considérant qu'elle soutient particulièrement l'association Li Parpaïou qui gère la crèche de la commune,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE**

- 1) D'allouer une subvention de à l'association Li Parpaïou d'un montant de 43 000 €.
- 2) Autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative à l'autorisation d'un concours financier à l'association Li Parpaïou au titre de l'année 2013.

La dépense de 43 000 € sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2013, chapitre 65, article 74.

Approuvé à l'unanimité. Madame VALLET Jocelyne ne participe pas au vote

13. Attribution d'une subvention d'investissement à l'ASP des arrosants – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la demande de l'ASP des arrosants,

Considérant que l'association syndicale des arrosants doit entreprendre des travaux de cuvelage de la filiole des Couroulus,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- 1) Accorder une subvention d'investissement à l'ASP des arrosants de Plan d'Orgon, d'un montant de 10 000 €.
- 2) La dépense de 10 000 € sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2013, chapitre 20, article 2042.

Approuvé à l'unanimité. Monsieur PAULEAU Serge ne participe pas au vote.

14. Attribution d'une subvention d'investissement au Sou des Écoles Laïques – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que l'association du Sou des Écoles est propriétaire d'une maison à Saint Pierre sur Doux (Ardèche), dans laquelle sont organisées les colonies de vacances,

Considérant que pour élargir l'accueil d'enfants aux classes vertes organisées par les écoles de Plan d'Orgon, il convient de faire des travaux d'aménagement, notamment meubler la nouvelle véranda,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- 1) Accorder une subvention d'investissement à l'association du Sou des Écoles, d'un montant de 10 000 €.

- 2) La dépense de 10 000 € sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif 2013, chapitre 20, article 2042.

Approuvé à l'unanimité. Monsieur CHATILLON Jean-Luc ne participe pas au vote.

15. Demande de la dotation générale de décentralisation pour les documents d'urbanisme – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 102,

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, notamment les articles 94 et 95,

Vu la loi 2003-590 du 2 juillet 2003, urbanisme et habitat,

Considérant que la commune de Plan d'Orgon gère directement toute l'activité liée à l'urbanisme,

Considérant qu'il appartient au service urbanisme de la commune d'instruire toutes les autorisations d'urbanisme,

Considérant par ailleurs que la commune a lancé la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ; que pour ce faire, un bureau d'études a été désigné pour assister techniquement la commune,

Considérant qu'au vu de ces éléments, la commune sollicite le concours particulier au titre de l'établissement et de la mise en œuvre des documents d'urbanisme.

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- 1) Solliciter la dotation générale de décentralisation pour les dépenses liées aux documents d'urbanisme.
- 2) Autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents à intervenir.

Approuvé à l'unanimité.

16. Demande de subventions au Conseil Régional PACA – Aménagement du Mas – Rapporteur Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la commune de Plan d'Orgon a un réel besoin de subventions pour mener ses projets à leur terme,

Considérant que la commune a acheté en 2007, une ancienne ferme, appelée « Le Mas », pour un montant de 300 000 €,

Considérant qu'après des travaux de mise en sécurité de la toiture, la commune souhaite réaménager ce mas afin d'y installer une salle d'exposition, le siège du Comité des Fêtes, et de réaménager l'extérieur pour que les fêtes du village puissent y être organisées.

Considérant que ces travaux seront profitables à l'ensemble de la population du village,

Considérant que le montant prévisionnel des travaux est de 334 200 € H.T.

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- 1) Solliciter le soutien du Conseil Régional PACA pour le projet d'aménagement du Mas, dont le montant prévisionnel des travaux est de 334 200 € H.T.
- 2) Autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette demande de subventions.

Approuvé à l'unanimité.

17. Modification du contrat département de développement et d'aménagement – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la commune de Plan d'Orgon a signé un contrat départemental de développement et d'aménagement en 2011 avec le Conseil Général des Bouches-du-Rhône,

Considérant que ce contrat prévoyait les projets suivants : construction d'une salle omnisports, extension de l'école maternelle, aménagement et sécurisation de la RD 99 et mise en place d'une pelouse synthétique au stade.

Considérant que la commune souhaite renoncer au projet de pelouse synthétique et le remplacer par des travaux d'aménagement au MAS,

Considérant que l'enveloppe allouée à cette opération sera décomposée comme suit :

- 40 000 € HT pour la maîtrise d'œuvre
- 334 200 € HT pour les travaux

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- 1) Demander au Conseil Général des Bouches-du-Rhône la modification du contrat départemental de développement et d'aménagement, afin de remplacer le projet d'installation d'une pelouse synthétique, par l'opération d'aménagement du MAS.
- 2) Approuver le nouveau plan de financement ci-dessous

PROJETS COMMUNAUX	Montant des dépenses HT	Subventions CG13	Subventions autres organismes
Salle omnisports	3 080 736.58 €	1 710 527 € (taux 60%)	CNDS : 400 000 € (taux 12%) Réserve parlementaire : 4 000 €
Aménagement RD 99	1 957 142 €	1 174 285 € (taux 60%)	
Travaux d'aménagement du MAS	374 200 € (dont 40 000 € de maîtrise d'œuvre)	224 520 € (Taux 60%)	
Extension école maternelle	588 626.45 €	385 604 € (taux 60%)	

- 3) Autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette modification.

Approuvé à l'unanimité.

18. Demande de subventions au Conseil Général des Bouches-du-Rhône – Réfection des terrains de tennis – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la commune de Plan d'Orgon a un réel besoin de subventions pour mener ses projets à leur terme,

Considérant que dans le cadre des aides facultatives aux communes, le Conseil Général des Bouches-du-Rhône accorde un soutien aux investissements,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- 1) Solliciter, pour l'année 2013, le soutien du Conseil Général des Bouches-du-Rhône au titre de l'aide aux travaux de proximité, pour le projet suivant :
Réfection des terrains de tennis pour un montant de 55 820 € HT.

- 2) Approuver le plan de financement suivant :

	Montant HT
Subvention du CG 13	44 656 € (taux 80%)
Autofinancement	11 164 € (taux 20%)
TOTAL FINANCEMENTS	55 20 € (100%)

- 3) Autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette demande de subvention.

Approuvé à l'unanimité

19. Demande de subventions au Conseil Général des Bouches-du-Rhône – Travaux d'aménagement du chemin Mitte – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la commune de Plan d'Orgon a un réel besoin de subventions pour mener ses projets à leur terme,

Considérant que dans le cadre des aides facultatives aux communes, le Conseil Général des Bouches-du-Rhône accorde un soutien aux investissements,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

1. Solliciter, pour l'année 2013, le soutien du Conseil Général des Bouches-du-Rhône au titre de l'aide aux travaux de proximité, pour le projet suivant:
Travaux de réfection du chemin Mitte, pour un montant de 53 673,06 € HT.

2. Approuver le plan de financement prévisionnel suivant :

	Montant HT
Subvention du CG 13	42 938,44 € (taux 80%)
Autofinancement	10 734,62 € (taux 20%)
TOTAL FINANCEMENTS	53 673,06 € (100%)

3. Autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette demande de subventions.

Approuvé à l'unanimité.

20. Demande de subventions au Conseil Général des Bouches-du-Rhône – Travaux de réfection de voiries – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la commune de Plan d'Orgon a un réel besoin de subventions pour mener ses projets à leur terme,

Considérant que dans le cadre des aides facultatives aux communes, le Conseil Général des Bouches-du-Rhône accorde un soutien aux investissements,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- 1) Solliciter, pour l'année 2013, le soutien du Conseil Général des Bouches-du-Rhône au titre de l'aide aux travaux de proximité, pour le projet suivant:
Travaux de réfection de voiries – chemin de la Crau tranche 2, pour un montant de 50 398,50 € HT.

- 2) Approuver le plan de financement prévisionnel suivant :

	Montant HT
Subvention du CG 13	40 318,80 € (taux 80%)
Autofinancement	10 079,70 € (taux 20%)
TOTAL FINANCEMENTS	50 398,50 € (100%)

- 3) Autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette demande de subventions.

Approuvé à l'unanimité

21. Demande de subvention au Conseil Général des Bouches-du-Rhône – Travaux sur la montée du stade – tranche 1 – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la commune de Plan d'Orgon a un réel besoin de subventions pour mener ses projets à leur terme,

Considérant que dans le cadre des aides facultatives aux communes, le Conseil Général des Bouches-du-Rhône accorde un soutien aux investissements,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- 1) Solliciter, pour l'année 2013, le soutien du Conseil Général des Bouches-du-Rhône au titre de l'aide aux travaux de proximité, pour le projet suivant :
Travaux sur la montée du stade, tranche 1, pour un montant de 94 050 € HT.

- 2) Approuver le plan de financement prévisionnel suivant :

	Montant HT
Subvention du CG 13	60 000 € (taux 63%)
Autofinancement	34 050 € (taux 37 %)
TOTAL FINANCEMENTS	94 050 € (100%)

3) Autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette demande de subventions.

Approuvé à l'unanimité.

22. Demande de subvention au Conseil Général des Bouches-du-Rhône – Réalisation d'un parking pour le personnel municipal – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la commune de Plan d'Orgon a un réel besoin de subventions pour mener ses projets à leur terme,

Considérant que dans le cadre des aides facultatives aux communes, le Conseil Général des Bouches-du-Rhône accorde un soutien aux investissements,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

1) Solliciter, pour l'année 2013, le soutien du Conseil Général des Bouches-du-Rhône au titre de l'aide aux travaux de proximité, pour le projet suivant :

Réalisation d'un parking pour le personnel municipal pour un montant de 98 574,50 €.

2) Approuver le plan de financement prévisionnel suivant :

	Montant HT
Subvention du CG 13	60 000 € (taux 60 %)
Autofinancement	28 574,50 € (taux 40 %)
TOTAL FINANCEMENTS	98 574,50 € (100%)

3) Autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette demande de subventions.

Approuvé à l'unanimité.

23. Financement d'une classe verte pour l'école élémentaire – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction comptable relative aux régies de recettes,

Considérant qu'il est nécessaire d'arrêter les tarifs concernant un séjour prévu en 2013, afin de permettre l'encaissement sur la régie communale,

Considérant que le séjour sera le suivant : classe de découverte à MEOLANS-REVEL (04), prévue du 1er au 5 juillet 2013, classes de Monsieur PORRACHIA et Madame FADIF pour 47 enfants maximum,

Considérant que les coûts de séjours et le transport sont assurés par la collectivité.

Considérant que la participation des familles est fixée à 150 € par enfant, et sera encaissée par la régie de recettes de la commune.

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

1. Arrêter le tarif de la classe découverte à 150 € par enfant.
2. Prendre en charge le transport pour un montant de 1 800 €.
3. Participer aux frais de séjour à hauteur de 56,28 € maximum par enfant.

Approuvé à l'unanimité.

**24. Fixation des frais de scolarité d'enfants extérieurs à la commune – Rapporteur – Monsieur LEPIAN
Jean-Louis, Maire**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Éducation, notamment l'article L.212-8

Considérant qu'il appartient aux municipalités de déterminer la part financière représentée pour la scolarité d'un enfant domicilié dans une autre commune,

Considérant que cette participation est aujourd'hui exigée par les autres communes, il convient de calculer le coût par enfant scolarisé au vu des dépenses de fonctionnement des écoles communales et des effectifs de la rentrée,

Considérant que le calcul pour l'école maternelle est le suivant :

Frais de fonctionnement général: 44 204.02 €

Frais de personnel (ATSEM et agents de service) : 163 108 €

Total des charges : 207 312.02 €

Le nombre d'enfants scolarisés est de 121. Le coût par enfant est donc de 1 713.32 €.

Considérant que le calcul pour l'école élémentaire est le suivant :

Frais de fonctionnement général: 74 319.26 €

Frais de personnel : 35 162 €

Charges financières (emprunt et intérêts) : 30 385.81 €

Total des charges : 139 867.07 €

Le nombre d'enfants scolarisés est de 218. Le coût par enfant est donc de 641.59 €.

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

1) Fixer le montant de la participation financière par élève pour les écoles maternelle et élémentaire pour l'année scolaire 2012/2013, comme suit :

- École maternelle : 1 713.31 €
- École élémentaire : 641.59 €

2) Autoriser Monsieur le Maire à négocier les accords et à signer les conventions se rapportant à cette délibération et permettant le versement et la perception des participations des communes.

Approuvé à l'unanimité.

25. Désignation des représentants de la commune au sein des commissions de la CARAD – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération 14/2012 du 28 février 2012 approuvant l'entrée de la commune de PLAN D'ORGON dans la CARAD,

Considérant qu'il convient de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant pour chaque commission de la CARAD,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

1. Désigner les représentants selon le tableau suivant :

COMPETENCES	TITULAIRE	SUPPLEANT
Aménagement du territoire	Magali TURLUR-MESTRE	Magali DAVID
Aménagement rural	Serge PAULEAU	Marie-Jeanne BELLIDO
Administration générale / finances / évaluation des transferts	Jean-Louis LEPIAN	Dominique INNOCENTI
Déchets	Serge PAULEAU	Jean-Luc CHAUVET
Développement économique	Jean-Luc CHAUVET	Magali DAVID
Logement	Marc TARDIEU	Jérôme GUICHARD
Tourisme	Vincent BOUNOIR	Christian RICHARD
Sécurité – Prévention de la délinquance	Marc RIEUX-ARNAUD	Magali TURLUR-MESTRE
Voirie	Jean-Luc CHAUVET	Serge PAULEAU
Chemin de Provence prestige	Vincent BOUNOIR	Christian RICHARD
Sport-culture	Jocelyne VALLET	Marc RIEUX-ARNAUD
Transports	Bruno VOULAND	Jérôme GUICHARD

Approuvé à l'unanimité.

26. Réforme des rythmes scolaires – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code de l'Éducation,

Vu le décret n02013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et primaires,

Vu le conseil d'école du 29 janvier 2013 dans lequel les représentants des parents d'élèves et les enseignants se sont prononcés en faveur du report de la réforme en 2014,

Considérant que le décret prévoit un retour à la semaine scolaire de 4,5 jours,

Considérant que deux objectifs sont poursuivis : mieux apprendre et favoriser la réussite scolaire de tous,

Considérant que pour permettre d'assurer un meilleur respect des rythmes naturels d'apprentissage et de repos de l'enfant, le décret fixe l'organisation du temps scolaire et prévoit le redéploiement des heures d'enseignement,

Considérant que la règle commune proposée est :

- 24 heures d'enseignement, comme aujourd'hui, mais sur 9 demi-journées,
- Les heures d'enseignement sont réparties les lundis, mardis, jeudis, vendredis et mercredis matin à raison de 5h30 maximum pour une journée et 3h30 maximum pour une demi-journée,
- La pause méridienne ne peut être inférieure à 1h30.

Considérant qu'à ces 24 heures d'enseignement viendront s'ajouter des activités pédagogiques complémentaires, organisées en groupes restreints, pour l'aide aux élèves rencontrant des difficultés dans leurs apprentissages, pour une aide au travail personnel ou pour une activité prévue par le projet d'école. L'organisation générale de ces activités pédagogiques complémentaires est arrêtée par l'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription, sur proposition du conseil des maîtres. Il est précisé que les collectivités territoriales, selon les besoins recensés localement et en fonction de leurs ressources, pourront proposer aux enfants des activités périscolaires prolongeant le service public d'éducation et s'inscrivant dans la complémentarité et la continuité de celui-ci.

Considérant que d'ores et déjà, nous prenons à notre charge des activités éducatives se déroulant avant ou après la classe. Le temps éducatif nouveau qui apparaît du fait de la réforme des rythmes scolaires n'est pas d'une autre nature. Il est assuré par des intervenants sous l'autorité de la collectivité territoriale. Les intervenants actuellement positionnés sur du temps scolaire peuvent, pour tout ou partie, être redéployés sur le temps éducatif. Le taux d'encadrement des activités pour ce temps éducatif nouveau devrait faire l'objet d'un assouplissement : celui-ci passerait à 1 animateur pour 14 enfants de moins de 6 ans (au lieu de 1 pour 10) et de 1 animateur pour 18 enfants de plus de 6 ans (au lieu de 1 pour 14) mais cet assouplissement serait accordé de façon dérogatoire dans le cadre d'un projet éducatif territorial.

Considérant que le décret ouvre également la possibilité de décider de différer d'une année l'entrée l'application de la réforme des rythmes scolaires. Dans ce cas, il convient d'en faire la demande auprès du directeur académique au plus tard le 31 mars 2013.

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

1. Solliciter une dérogation pour reporter à la rentrée scolaire 2014-2015 la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires,
2. Charger Monsieur le Maire d'en informer le directeur académique des services de l'Education Nationale.

Approuvé à l'unanimité.

27. Montant de référence de l'indemnité d'exercice des missions des préfetures

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et ses textes subséquents, notamment l'article 88 alinéa 3,

Vu l'arrêté du 24 décembre 2012 fixant les montants de référence annuels de l'indemnité d'exercice des missions des préfetures susceptibles d'être attribués aux agents territoriaux relevant de certains cadres d'emplois,

Considérant que ces montants augmentent pour tous les grades, sauf pour le grade d'adjoint administratif 1^{ère} classe,

Considérant qu'il convient de délibérer pour maintenir l'ancien montant de référence de l'IEMP pour le grade d'adjoint administratif 1^{ère} classe, qui est de 1 173,86 €.

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- 1) Maintenir le montant de référence annuel de l'indemnité d'exercice des missions des préfetures pour le grade d'adjoint administratif 1^{ère} classe.

Approuvé à l'unanimité.

28. Remboursement des cotisations IRCANTEC – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que durant la période de 1990 à 2000, des erreurs dans la saisie des payes et plus particulièrement dans les déclarations aux organismes de retraite, se sont produites,

Considérant que pour 5 agents, la cotisation retraite a été faite auprès de l'IRCANTEC au lieu de la CNRACL,

Considérant que leur dossier retraite doit être régularisé, la commune a demandé le remboursement des cotisations patronales et salariales auprès de l'IRCANTEC, et a saisi la CNRACL afin de procéder à une régularisation,

Considérant que l'IRCANTEC a remboursé l'ensemble des cotisations à la mairie, une délibération est nécessaire afin de reverser ce qui est dû aux 5 agents impactés,

Considérant que la régularisation auprès de la CNRACL se fera ultérieurement, après notification des justificatifs

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- 1) Approuver les remboursements suivants :

- Mme LATY Rita : 2 255,65 €
- Mme VIANO Claudette : 1 023 €
- Mme BONNELLY Patricia : 477,99 €
- Mme THOMAS Corinne : 995,24 €
- Mme MATTIA Delphine : 1 623,94 €

- 2) Autoriser Monsieur le Maire à signer les pièces relatives à ces remboursements.

Approuvé à l'unanimité

29. Redevance d'occupation du domaine public due par les opérateurs de communications électroniques – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2122-21,

Vu le Code des postes et communications électroniques, notamment l'article L.47,

Vu le décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation du domaine public non routier, aux droits de passage sur le domaine public routier et aux servitudes sur les propriétés privées prévus par les articles L.45-1, L.47 et L.48 du code des postes et des communications électroniques,

Considérant que le plafond du montant de la redevance d'occupation du domaine public due par les opérateurs de communications électroniques est fixée chaque année,

Considérant qu'il appartient à la commune de fixer le montant de cette redevance,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- 1) Fixer pour l'année 2013, le montant de la redevance d'occupation du domaine public par les opérateurs de communications électroniques comme suit :

Domaine public routier communal

Artère (€/km)	
Souterrain	40,00 €
Aérien	53,33 €
Autres installations (€/m²) (cabines téléphoniques, sous répartiteur)	26,66 €

Domaine public non routier communal

Artère (€/km)	
Souterrain	1 333,19 €
Aérien	1 333,19 €
Autres installations (€/m²) (cabines téléphoniques, sous répartiteur)	866,57 €

Approuvé à l'unanimité.

30. Permis modificatif – Extension de l'école maternelle – Rapporteur – Monsieur LEPIAN Jean-Louis, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu la délibération 05/2012 du 17 janvier 2012 par laquelle le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à déposer le permis de construire de l'extension de l'école maternelle,

Considérant que l'arrêté accordant le permis de construire contient une erreur matérielle relatif à la prescription de l'exhaussement de 0,60,

Considérant que le projet ne peut pas être surélevé par rapport à l'existant,

**APRES EN AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE
LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

- 1) Autoriser Monsieur le Maire à déposer et signer le permis de construire modificatif relatif à l'extension de l'école maternelle.

QUESTIONS DIVERSES :

- **Tirage au sort des jurés d'assises**

Il est procédé au tirage au sort, à partir de la liste électorale, du jury d'assise.

La liste préparatoire doit comprendre trois fois plus de noms que de jurés attribués à la circonscription, soit 9 personnes pour Plan d'Orgon.

1. VOULAND Bruno
2. BONNEFOY Geoffrey
3. ZAVAGLI épouse COURT Juliette
4. LAMBERT Philippe
5. METROZ Pierre
6. CHAUVET épouse MILANO Roseline
7. LADON épouse BERTHE Louissette
8. VILLA Aurore
9. RAGOT Eric

Le Secrétaire de Séance,
Marc RIEUX-ARNAUD



